

9 mars 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4^e circonscription
des Pyrénées-Atlantiques



Assemblée nationale

126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

inaki.echaniz@assemblee-nationale.fr

01 40 63 19 52



Permanence parlementaire

8 avenue de la gare
64400 Oloron Sainte-Marie

06 40 23 21 58

RETROUVEZ-MOI



[inaki_echaniz](https://www.instagram.com/inaki_echaniz)



[Iñaki Echaniz](https://www.facebook.com/inaki.echaniz)



[@Inakiechaniz](https://twitter.com/Inakiechaniz)



[Iñaki Echaniz](https://www.youtube.com/channel/UC...)



inakiechaniz.fr

MENACES SUR NOS ÉCOLES RURALES : IÑAKI ECHANIZ S'OPPOSE AUX SUPPRESSIONS VIOLENTES DE POSTES

Le conseil départemental de l'éducation nationale se réunira ce vendredi 10 mars pour acter la carte scolaire 2023-2024. Depuis plusieurs semaines, le député des Pyrénées-Atlantiques, Iñaki Echaniz, est mobilisé aux côtés des parents, des équipes éducatives et des élus pour défendre les écoles menacées par des suppressions de postes. Dans cet objectif, il s'est notamment rendu ou entretenu avec les écoles d'Arudy, d'Ordriarp-Muscudly, de Bedous, de Mendionde-Macaye ou encore de Navarrenx.

Le député a notamment condamné des mesures prévisionnelles de fermeture déconnectées de la réalité et répondant à une logique comptable au détriment du bon fonctionnement des écoles rurales et de montagnes et plus largement de l'équilibre du territoire. Il dénonce également l'utilisation du service public de l'éducation comme une variable d'ajustement budgétaire dans le cadre d'une politique qui cherche à faire des économies sur tous les services publics.

A ce titre, il regrette une vision arithmétique, basée sur des chiffres bancals de naissances et des prévisions d'inscription dans les communes. Cette méthode suscite son incompréhension au même titre que celle des familles, des équipes enseignantes, des élus et des habitants du monde rural.

« L'éducation rurale est un investissement d'avenir. Pourquoi ne pas profiter de la baisse temporaire de la démographie pour améliorer le taux d'encadrement et donc les conditions d'enseignement, pour dégager du temps pour accompagner les élèves les plus fragiles ?

Qui peut affirmer que le nombre de postes dans les écoles est suffisant, alors que l'on manque en permanence de remplaçants, que le recours à des contractuels non formés se multiplie, que les unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS) sont trop peu nombreuses ? » Iñaki Echaniz

Ancien Conseiller Principal d'Éducation siégeant à la commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée, l'élu s'est rapidement saisi du dossier en interpellant l'inspecteur d'académie sur ces baisses de postes.

Iñaki Echaniz plaide notamment pour une vraie politique de soutien à l'éducation dans le monde rural, qui contribuera au bien-être des enfants et qui renforcera aussi l'attractivité du métier d'enseignant, sous-valorisé depuis des années.

Ainsi, le député soutient l'ensemble des parents, enseignants, élus mobilisés contre les fermetures de classes, et demande le gel des suppressions de postes annoncées. Il rappelle également que le coût non négligeable de la généralisation du Service National Universel à toute une classe d'âge, à hauteur d'un à deux milliards d'euros, ne doit pas impacter les services en place qui ont besoin de se renforcer.

« Le gouvernement doit prendre la mesure de l'urgence de la situation dans laquelle se trouvent nos écoles rurales et engager des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux. Investissons dans le fonctionnement de nos écoles et n'abandonnons pas les territoires ruraux déjà trop oubliés dans les décisions publiques. » Iñaki Echaniz.